



Déclaration de la CGT Educ'action au CTM 5 mai 2014

L'organisation du temps scolaire dans les écoles, mise en place par le décret du 24 janvier 2013, a posé de nombreux problèmes lors de son application à la rentrée scolaire en cours. La CGT n'a cessé de pointer les dangers qu'elle induit, à la fois pour les enfants, leur famille, les personnels de l'Education nationale et des collectivités territoriales. En faisant glisser des missions de l'école vers les collectivités locales, cette réforme accentue les inégalités territoriales et crée la confusion entre les rôles de l'école et le périscolaire.

La réforme des rythmes scolaires est une mauvaise réforme, nous le disions déjà il y a un an. Elle a été menée contre l'avis des personnels sans réels moyens et s'est faite au détriment des enfants et des personnels.

Là où elle s'est mise en place, elle provoque bien souvent une fatigue accrue des enfants et des personnels. Elle est source de difficultés et de coûts supplémentaires pour les parents et n'a apporté aucun bénéfice notable pour réduire la fatigue des enfants et améliorer la lutte contre l'échec scolaire.

La forte mobilisation des personnels, à l'automne 2013, a conduit le ministre à annoncer le 25 avril des mesures « d'assouplissement » de la réforme.

Pour la CGT Educ'action, les annonces faites ne constituent pas une réponse à la demande des personnels, ni une amélioration des conditions d'apprentissage des enfants. Le projet de décret qui est présenté au Comité technique ministériel aggrave les inégalités territoriales en créant un système complexe laissant chaque commune organiser le temps scolaire sans cadrage national.

La concurrence avec l'école privée qui n'a pas d'obligation de mise en œuvre de la réforme en sera accentuée. Le nouveau ministre de l'Education doit renouer le dialogue avec les personnels concernés et ouvrir de véritables négociations pour une autre réforme qui prenne en compte l'intérêt des enfants.

Les discussions doivent permettre des progrès sur la répartition du temps d'enseignement dans la semaine pour répondre à la nécessité des rythmes naturels d'apprentissage et repos des enfants.

Pour la CGT Educ'action, il faut une réforme qui refuse les inégalités territoriales et assure l'égal accès de tous à l'école publique. Cela nécessite un véritable débat de société que le nouveau ministre devrait mener pour engager une réelle transformation de l'école.